

discrètement convertis en francs , complétés par le fruit de quelques années de travail chez Renault ou ailleurs avant de se changer en fonds de commerce. Une prospérité très relative s'ensuit : "Les bénéfiques se partagent à plusieurs. Je travaille dur. Jamais de sorties , de cinéma. J'envoie de l'argent à ma famille. Il ne me reste pas plus que le S.M.I.C. Mais j'ai la liberté".

Reste à expliquer le phénomène : "Chaque fois qu'une épicerie est mise en vente, les seuls acheteurs à se présenter sont des Tunisiens ou des Marocains", constate un responsable du C.I.D.-Unati, le mouvement de Gérard Nicoud. C'est que l'épicerie de quartier est un métier pourri, personne n'en veut plus : "Très difficile de tenir le coup pour un Français. Les Maghrébins, eux, ignorent les problèmes. Ou alors ils savent s'organiser. Mais nous n'avons pas d'adhérents parmi eux. Ils vivent à l'écart et ont leurs fournisseurs à eux". Les intéressés démentent et assurent avoir les mêmes fournisseurs que les autres - mais, déjà , certaines maisons de gros sont tenues par des Marocains et des Tunisiens.

Fabien GRUIER

RACISME

LES ETRANGERS, LE RACISME ET NOUS

Alfred SAUVY se livre dans cet article publié par "Ouest France" (6/9/1977), à une réflexion sur la signification des termes racisme et xénophobie. Il cherche à définir la nature des sentiments éprouvés et des attitudes adoptées, à l'égard des travailleurs étrangers , par les Européens. C'est à ses yeux essentiellement des différences de comportements et d'habitudes qui expliquent certaines réactions de rejet.

+

En France, en Europe, dans la plupart des pays du monde, se posent des problèmes de coexistence entre hommes différents par le langage, la religion, la nationalité, des caractères physiques, des mœurs et habitudes. Il en résulte des tensions.

Le mot race existe depuis longtemps , avant même Buffon et s'est toujours employé un peu à tort et à travers. L'UNESCO a eu , après la guerre, beaucoup de mal à définir le concept, tant nous sommes devenus sur ce point sensibles. De tout temps , les préjugés ont été de règle et notamment la confusion entre l'hérédité et le milieu.

Le terme racisme, né un peu avant la guerre , a résulté de la doctrine nazie. Dépourvue de toute valeur scientifique , celle-ci affirmait qu'il y avait des races foncièrement supérieures , les Aryens , plus précisément de nos jours, les Germains. La croyance en une telle inégalité foncière, perpétuelle , rendait inévitables un jour les massacres pour "purifier".

La doctrine a sombré, mais le mot est resté, générateur de confusion. Il est même souvent pris dans le sens d'animosité collective. Ne parle-t-on pas parfois de "racisme antijeune", ce qui est le comble de l'absurdité, puisque les jeunes sont de même race que nous ? Plus souvent encore, le mot est pris dans le sens de xénophobie, bien différent ou même employé à propos de questions relevant seulement du droit. Faisons un peu le point là-dessus.

De tradition, les syndicats ont demandé à être protégés contre l'entrée de travailleurs qui risqueraient de prendre l'emploi de Français ou de faire baisser les salaires. L'Office National d'Immigration (O.N.I.) a été créé dans cet esprit, au lendemain de la guerre, à la demande des syndicats. Selon le principe admis et qui n'avait jamais été contesté jusque-là, un travailleur étranger ne devait être admis en France que pour occuper un emploi vacant, qui n'avait trouvé aucun postulant français. Ce n'était pas du racisme, ni même de la xénophobie, mais la défense traditionnelle du marché du travail national.

En conclusion, il était admis par la loi, par l'opinion et par les syndicats, que l'étranger ne pouvait rester en France sans carte de travail, ni emploi, à moins qu'il n'ait des ressources propres, auquel cas il est le bienvenu comme touriste.

Depuis trente ans, s'est produite dans les esprits une évolution importante, libérale, généreuse, en France et ailleurs. Selon la tendance des organisations internationales, un travailleur étranger doit pouvoir, une fois admis, travailler dans n'importe quelle profession. Cette liberté nouvelle est déjà en usage dans le marché commun.

Lorsqu'une loi est considérée comme dépassée, il est recommandé de la changer, mais tant qu'elle ne l'est pas, le gouvernement a le devoir de l'appliquer, et c'est ce qui lui est souvent reproché.

L'entrée de nombreux travailleurs étrangers en France, en Allemagne, en Suisse, etc. a contribué longtemps à réduire le chômage et non à l'augmenter, car, en occupant des emplois vacants, ils ont permis d'augmenter l'activité. Mais depuis trois ans, le vent n'est plus à l'immigration en Europe, du moins pour le moment.

Laissons de côté la question économique, fort complexe et revenons à la coexistence : non seulement xénophobie n'est pas racisme, mais des attitudes de défiance, vis-à-vis d'étrangers en matière de nourriture, de logement, par exemple, peuvent s'expliquer par le seul fait qu'ils n'ont pas toujours les mêmes habitudes que nous. Le seul fait qu'elles sont différentes explique des séparations, disons même des ségrégations, qu'on peut d'ailleurs rencontrer même entre Français. Parler de racisme en de telles occasions et même en cas de tensions est arbitraire.

Réclamer, pour les étrangers, des logements identiques à ceux des Français nous semble bien équitable et pourtant, en agissant ainsi, nous leur imposons nos normes, que parfois ils ne veulent pas, ayant d'autres habitudes. Ce n'est pas certes de la xénophobie, moins encore du racisme.

Ceux qui, pleins de bonnes intentions, font des manifestations d'anti-racisme dans la presse, dans les discours, risquent bien d'aller à l'encontre de leurs buts et de provoquer ce qu'ils réprouvent. Les expériences en bien des pays l'ont prouvé; il faut agir, si nécessaire, mais se garder d'envenimer.

Paradoxalement, Hitler a, bien malgré lui, fait beaucoup contre le racisme. C'est à cause de lui, des horreurs qu'il a prodiguées, que le monde a changé, décolonisé, créé des organisations internationales, etc. Mais comme il arrive souvent en pareil cas, une réaction se dessine avec des excès à l'opposé. A la faute, a succédé la peur mal placée de la commettre.